



Non à la liquidation des missions de service public de la DIRECCTE !

**Contre les suppressions de postes :
Rassemblement le mercredi 8 mars à 13 heures
devant le siège de la DIRECCTE (tour Suisse)**

En présence des représentants des organisations syndicales de salariés venus témoigner de leur solidarité avec nos services.

Après une décennie d'austérité, les services sont exsangues !

Entre 2009 et 2017, les services de l'actuelle DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes sont passés d'un effectif de référence de 1099 à 915 équivalents temps-plein, soit une baisse de 17 % de l'effectif. Sur la même période, la population de la région a quant à elle augmenté de 300 000 habitants.

Chaque jour, les agents doivent faire face à une dégradation de leurs conditions de travail due à cette augmentation du volume de tâches à faire et cette baisse constante des moyens mis à leur disposition. Dans ce contexte, **la nouvelle réduction d'effectif que le ministère entend nous imposer est intolérable !** Après une décennie d'austérité, les services sont à bout.



Vouloir augmenter l'efficience du service rendu tout en diminuant les effectifs, l'étrange dialectique de la direction qui ne trompe personne...

Mercredi 8 mars, le directeur régional informera les représentants du personnel au Comité Technique des Services Déconcentrés (CTSD) sur la meilleure manière de choisir quels postes devront être supprimés. Au menu, malgré le flou savamment entretenu : au **minimum 19 suppressions de postes, dont une grande majorité se traduira par la suppression pure et simple de sections d'inspection du travail**. Sans doute plus, puisqu'il faut aussi créer une demi-douzaine de postes en URACTI, toujours au détriment des sections généralistes, qui seules reçoivent les usagers et cherchent à répondre à leurs demandes. Et pour préparer les suppressions à venir, **la DIRECCTE profitera du départ en retraite prévu de 67 agents en 2017**, en en laissant beaucoup de postes vacants.

Dans la convocation de ce même CTSD, le directeur régional n'a donc pas vu de contradiction à joindre une note dans laquelle il s'alarme de la baisse du nombre de contrôles

enregistrés, annonçant sa volonté de « Renforcer la présence globale des services d'inspection du travail sur les lieux de travail »... tout en supprimant des sections ! Ou encore de présenter un projet de réorganisation des services de renseignements, qui, loin de vouloir améliorer le service rendu aux usagers, (à l'exception d'une nouvelle offre de services aux employeurs de PME...) n'a d'autre objet que de s'adapter à la baisse continue du nombre d'agents affectés à la réception des usagers.

Et cerise, sur la gâteau, pour choisir les postes à supprimer, la direction régionale annonce qu'elle se basera sur les outils informatiques censés mesurer l'activité, plutôt qu'une confiance accordée aux agents pour discuter du travail réel. Vive le monde virtuel tel que restitué par Wiki'T (Inspection du Travail) ou l'ODT (Renseignement). **Là où il y aura moins d'activité rapportée par les agents, les usagers seront punis par des suppressions de postes !**

Halte à la régression sociale, refusons la logique d'austérité :

Contre les suppressions de postes et de missions,

Contre la liquidation des services ouverts aux usagers,

Pour des recrutements, l'ouverture des postes vacants aux CAP,

Pour un service public à l'écoute des travailleurs !

Soyons tous présents devant la réunion du CTSD à la DIRECCTE, mercredi 8 mars à 13 heures !

